> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

Flic violent et flics menteurs

Dans la nuit du 20 mars, un homme est contrôlé à Angers, les flics l'embarquent car il n'a pas ses papiers, lors de sa GAV il est frappé à la tête jusqu'à en saigner. Le lendemain, l'IGP de Rennes l'entend: un flic est mis en cause pour «violences volontaires par personne dépositaire de l'autorité publique », pour les deux collègues qui ont menti dans leurs PV afin de l couvrir avant d'être contredits par les images de vidéosurveillance ce sera un simple rappel à la loi.

Justice pour Marie Reine

Un collectif s'est constitué pour soutenir et construire une mobilisation pour cette mère de famille originaire du Burkina Faso victime d'une terrible violence policière en mai 2016. Alors qu'elle rentrait chez elle à Agen, une voiture noire se met à suivre la sienne ; une fois arrêtée une femme et un homme qu'elle prend pour un couple de violeurs se jettent sur elle, l'insultent (« salope », « sale race ») et la rouent de coups. Ce n'est qu'une fois menottée qu'elle se rend compte que ce sont des baqueux. Elle passe la nuit en GAV où le cauchemar continue. À sa sortie, ses amis la convainquent de porter plainte et chercher du soutien auprès de toutes les associations de défense des droits de la région. Personne ne lui en apporte et sa plainte est classée sans suite. https://m.facebook.com/JusticeMarieReine/

ASVP - Argenteuil-Stop-Violences-Policières

Excédés par les violences policières répétées à l'endroit de personnes ne représentant aucun danger, notamment lors des contrôles incessants des adolescents, les habitants ont constitué à l'échelle de la ville un collectif « Argenteuil-stopviolences-policières », que l'on peut joindre à cette adresse argenteuil.violencepoliciere@gmail.com et réalisé une vidéo de témoignages des victimes de ces pratiques. https://www.youtube.com/watch?v=AIHNFcsZmHY&feature=youtu.be

Les fachos en actions

L'extrême droite, se sent poussée des ailes, on a vu ses attaques contre les mobilisations qui fleurissent dans les universités (voir ci-contre), mais leur action se fait aussi sur le terrain avec l'implantation de centre à vocation soi-disant sociale. Ainsi depuis quelques mois se développent des lieux de réunion nommées «Bastion Social» dans les centres urbains à la manière de la CasaPound, formation politique fasciste italienne. Lyon, Strasbourg, Chambéry, Aix et maintenant Marseille, bien entendu la pseudo solidarité prônée est conditionné à la couleur de peau. Infos: https://mars-infos.org/conference-debat-les-bastions-2960

On connaissait l'enracinement de l'extrême droite parmi les forces de l'ordre. Vous aviez peut-être déjà remarqué les macarons personnalisés portés par certains policiers ou militaires, prônant la justice expéditive ou promettant de faire la peau aux anarchistes (http://lahorde.samizdat.net/2017/03/07/un-ecusson-anti-anarchiste-en-circulation-dans-lapolice/). Voilà qu'un rapport des renseignements confirme le phénomène. Aucun secteur n'est épargné: armée, police, gendarmerie, douanes, administration pénitentiaire. La DGSI s'inquiète de la proportion grandissante de militaires ou forces de l'ordre ayant intégré des groupuscules d'autodéfense. Et c'est eux qui le disent, ça en dit long sur l'ampleur du phénomène.

C

Conseils en manif

Prenons nos précautions quand on sort pour une manif, une action, ou autre.

Face à la police, face à la justice... réduisons les risques! À lire sur https://paris-luttes.info/conseils-en-manif-septembre-2017-5083

Semaine d'autodéfense populaire

à partir du vendredi 20 avril à toulouse https://toulouse.demosphere.eu/rv/17245

http://resistons.lautre.net/

informations pratiques juridiques sur le délit d'outrage, l'aide juridictionnelle, les contrôles d'identité. réflexions, témoignages, mobilisations...

HUNTIRE LES VIOLENHES POLICIERES ET SERURITAIRES Bulletin n°172 - Avril/Mai 2018

Recevoir ce bulletin par Internet: contact @resistons.lautre.net. Site internet: http://resistons.lautre.net/
Le réseau Résistons ensemble a été formé à la suite du Forum de Saint-Denis, le 26 mai 2002, au cours duquel s'étaient rencontrés des collectifs locaux (Lyon, Strasbourg, Rouen, Nantes, Draguignan, etc.) ainsi que des individus et une série d'organisations et d'associations, tous décidés à œuvrer contre les violences policières et sécuritaires. RE n'est donc pas une organisation politique. Son but est d'informer, de briser l'isolement des violences policières et sécuritaires et de contribuer à leur auto-organisation.

Comme les billes de mercure...

Dans les lycées, le pouvoir s'attendait à une résistance face à la sélection sociale et territoriale que représente le «parcours sup'». Or un combat s'est levé... mais pas de la part de ceux qui en sont directement les victimes : les lycéens. Les matraquages, exclusions, intimidations préalables ont fait leurs œuvres... ces derniers n'ont pas, ou très peu, bougé. Ce sont les étudiants qui manifestent, occupent, bloquent contre une agression qui, pourtant, ne les concerne plus directement.

Et les cheminots? Ils ne luttent pas pour une augmentation de salaire, pour eux-mêmes, mais, entre autres, contre la suppression de leur statut... qui ne frappera que les futurs embauchés. Il en va de même pour les zadistes de Notre-Dame-des-Landes... Ils ont gagné, fait reculer l'État, et on leur promet des situations en règle... à la seule condition qu'ils abandonnent la lutte collective qui leur a justement permis de gagner, qu'ils rentrent dans la «normalité» du monde du profit.

L'équipe Macron ne comprend plus, elle flaire le danger: la mise en cause par la lutte de cette société de rapaces capitalistes et de leurs règles. Le pouvoir est surpris, mais frappe sans pitié. Se sentir obligé d'envoyer 2500 gendarmes robocops, des hélicoptères et blindés contre quelques centaines de zadistes ou des centaines de CRS contre des amphis occupés est un aveu de faiblesse. Les fascistes ont bien saisi ces failles de l'État et sortent de leur trou, comme à la fac de Montpellier.

Ces trois luttes qui défient les règles nous laissent donc entrevoir une autre société, juste et fraternelle: la fin du «chacun pour soi», du «premier de cordée», du «tu es ce que tu mérites», chers à la Macronie.

Vous connaissez le mercure? Répandu, il forme de minuscules billes, des sphères parfaites, brillantes, miroirs de la réalité. Mais cellesci sont en équilibre instable. Soit elles se dispersent, soit elles convergent, entrent en contact, les forces moléculaires invisibles les unissant, créant des billes de plus en plus grosses et puissantes. Il en est ainsi aujourd'hui avec les luttes des cheminots, étudiants, zadistes, retraités, sans-papiers, réfugiés, postiers, personnels de la santé, de l'éducation, des EHPAD... Elles sont aussi belles que les billes de mercure. De leurs convergences pourrait naître un autre avenir.

4

> CHRONIQUE DE L'ARBITRAIRE

«Si la fac nous prend pas, nous on prendra la rue»

Le mouvement contre la sélection à l'entrée de la faculté (voir RE 170) a pris de l'ampleur : les profs de lycées ont été suivis par les profs d'université qui dans près d'une 30 aines de facs ont refusé de trier les dossiers et de siéger dans les commissions de sélection (voir sauvonsluniversite.com). Mais c'est surtout du côté des étudiants que la colère gronde et se fait entendre. Les facs d'idf ont pris exemple sur celles de province et début avril 8 sites universitaires sont bloqués dont celui de Tolbiac devenu QG des luttes où peuvent désormais s'organiser d'énormes AG. La répression n'est pas en reste : après les refus de la part des doyens de céder des amphis et les premières interventions policières (voir RE 171), les étudiants mobilisés ont dû faire face à des attaques de groupes fascistes armés et cagoulés, au lycée autogéré le 16 mars, puis à Montpellier le 22, à Lille II le 27, à Strasbourg le 28 et à Angers le 3 avril et à Paris Tolbiac le 6 à Montpellier, la complicité du doyen Jean Philippe Pétel et la participation d'un prof de droit Jean-Luc Colonel à la bastonnade d'une 30aine d'étudiants sous l'œil tranquille des CRS a pu être établie et aboutir à la mise en examen des deux crapules le 29 mars. Finalement voyant que ces intimidations n'avaient eu pour effet que de renforcer la détermination des étudiants en lutte et d'élargir le champ de leurs revendications (contre la loi asile-immigration, la casse de la SNCF et l'évacuation de la ZAD de Notre-Dame-des Landes) le gouvernement s'agite à nouveau et fait en sorte que les présidents appellent les flics pour mettre les partiels sous surveillance (à Lille) et procéder à des évacuations violentes (à Nanterre, le 9 avril, une AG qui se tient dans un amphi occupé est interrompue, les étudiants sont malmenés, étouffés, mis à terre, gazés à bout portant et 6 personnes seront arrêtées). Dernière nouvelle, la fac de Tolbiac a été évacuée par les CRS le vendredi 20 avril à 5h du matin. Une opération sans heurt pour la préfecture, mais d'une extrême violence pour les occupants, doigts cassés, épaule déboîtée... Plusieurs étudiants témoignent avoir assisté à une chute de 3 mètres d'un des leurs, déséquilibré par un agent de la BAC. Un blessé grave (inconscient, du sang lui coulait du nez, des oreilles) totalement démenti par la préfecture. À suivre

Gaël doit être réintégré à la Poste

La répression contre les militants les plus actifs par l'État et le patronat se renforce. Après Air France, Goodyear... elle a fait une nouvelle victime. Contrairement à l'avis de l'inspection de travail, avec l'aval du ministre Pénicaud, la Poste vient de licencier Gaël Quirante, secrétaire du SUD-PTT 92. La campagne pour sa défense continue!

Un photographe du collectif militant La Meute

a été tabassé par les matraques de flics lors de la manif des cheminots du 3 avril : il a fini à l'hosto, la boîte crânienne enfoncée.

À Bure, un mois après l'expulsion

Le 22 février, une intervention massive des forces de l'ordre délogeait les occupants du bois Lejuc opposé au projet d'enfouissement de déchets radioactifs à Bure (Meuse). Mais la répression se poursuit dans les tribunaux. Tout l'arsenal punitif s'est actionné: surveillance, condamnations judiciaires, emprisonnement, coups et blessures, intimidations, peur... Un mois après, un bilan forcement incomplet recensait 1300 heures de mise en cellule (gardes à vue + vérifications d'identité), 18 mois de prison distribués et 17 procès ces deux prochains mois. À lire sur https://vmc.camp/2018/03/25/bilan-de-la-repression-un-mois-apres-lexpulsion/

Perquisitions à Toulouse

dans deux maisons, à la suite desquelles deux personnes sont embarquées pour association de malfaiteurs ... Pour les concernés «*l'État cherche* à criminaliser des liens entre des gens, des lieux fréquentés, des modes d'organisation, idées politiques et pratiques (...) » À lire sur https://iaata.info/On-nese-laissera-pas-Limoger-2511.html

Jouad est mort au mitard de la prison de Seysses

à Toulouse dans la nuit du 14 au 15 avril. Il avait 27 ans. Les autorités parlent de suicide par pendaison alors que la famille et ses amis parlent de meurtre. Lundi 90 prisonniers refusent de remonter de promenade, mardi ils étaient 200. Dans le quartier de la Reynerie d'ou est originaire Jouad les habitants ont laissé éclater leur colère: le commissariat attaqué, des voitures brûlées, des cocktails Molotov lances. Il y a eu aussi une marche blanche le 19 avril. À l'intérieur comme à l'extérieur des murs les révoltes gueulent contre la mort carcérale. http://lenvolee.net/encore-unmort-au-mitard-communique-de-prisonniers-de-seysses/

La chasse au sans-papier bat son plein,

et tous les moyens semblent bons pour atteindre ce but, même les plus inhumains. Mi-avril, une ONG italienne révélait avoir vu des agents de la PAF falsifier l'acte de naissance de 2 migrants mineurs non accompagnés afin de leur refuser l'entrée sur le territoire. La présence de cette juriste pour l'ONG Intersos a empêché leur renvoi, mais combien ont cette chance? Destiny vivait en Italie ou elle avait demandé l'asile et attendait un enfant. Lorsque la jeune femme apprit qu'elle souffrait d'un lymphome, elle chercha à rejoindre sa sœur qui vit en France pour finir sa grossesse à ces côtés. La police la stoppa avec son mari au Col de l'Escalier, début février, et les débarqua en pleine nuit devant la gare de Bardonnecchia. Hospitalisée dans un service spécialisé à Turin, elle n'a survécu que quelques semaines. En mars c'est un guide de montagne qui a été arrêté et risque jusqu'à cinq ans pour avoir sauvé une autre migrante enceinte du huitième mois de grossesse.

Ce traitement abject à l'encontre des femmes enceintes semble devenu une habitude. Cette fois la scène est filmée: des policiers montés juste avant Menton dans le train venant de Vintimille chassent violemment une femme enceinte (qui avait passé la frontière régulièrement) pour la reconduire de force à Vintimille.

Voir la vidéo: https://www.ilfattoquotidiano.it/2018/04/05/migranti-polizia-francese-trascina-fuori-da-un-treno-una-donna-incinta-proveniente-da-ventimiglia/4273435/

La loi «asile et immigration» au Parlement

C'est le dimanche 22 avril que cette loi immonde, liberticide (voir RE n° 172) a été adopté par l'Assemblée nationale Malgré les quelques réticences dans le camp macroniste et l'opposition d'organisations telles Amnesty, la Cimade etc. Quant à Jacques Toubon, le très officiel Défenseur des droits, il constate: «une logique de suspicion tendant à faire primer des considérations répressives au détriment des droits les plus fondamentaux des étrangers. » Plusieurs marches ont pris la rue dans la convergence des luttes: sans-papiers, migrants, étudiants, grévistes ont exigé dans les cortèges fournis, le dernier entre l'Assemblée nationale et le Sénat, a réuni plusieurs milliers de manifestants, le retrait de ce texte. La lutte continue!

Encore un mort de la frontière

Un jeune mineur érythréen de 16 ans est décédé le mercredi 28 mars à l'hôpital, après avoir été renversé sur la rocade portuaire cinq jours plus tôt. C'est le cinquième mort connu à la frontière britannique en 2018.

«Le groupe de Tarnac n'existe pas»...

a déclaré le TGI de Paris. Les principaux accusés ont été relaxés. Les accusations d'« anarco-terroristes, saboteurs »... se sont avérés par ce fait mensonges et calomnies. Yildune Lévy, une des accusées, a dénoncé «ce type de procédure policière et politique vise à suspendre l'existence des gens et à les neutraliser politiquement... » Cette agression, digne des pires dictatures policières, a échoué, mais attention : ses initiateurs et exécutants sont toujours en place, l'État n'a changé ni de politique ni des méthodes!

3 policiers condamnés

Fin 2015, 18 jeunes du XIIe arrondissement à Paris portaient plainte contre les policiers de la BSQ (voir RE 171) dénonçant violences, humiliations, insultes... Le 4 avril le tribunal correctionnel de Paris condamnait 3 policiers à 5 mois de prison avec sursis et 2000 € de dommages et intérêts pour violences sur deux adolescents, en 2014 et 2015. Les policiers ont décidé de faire appel de cette décision.